

Journal d' Afghanistan

N° 474 du 04 au 29.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Michel Collon : [Les règles de la propagande de guerre.](#)

Alessandro Cisilin : [Al-Qaïda : même la « marque » s'effrite.](#)

[Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge](#)

[Mort de neuf enfants ramassant du bois.](#)

[2010, année la plus meurtrière pour les civils afghans -](#)

[La mort de civils afghans impose une remise en question.](#)

[L'OTAN admet avoir tué des civils 'par erreur' en Afghanistan.](#)

[Aled-Dilwyn Fisher : La Norvège, comme l'OTAN, dissimule les rapports sur les pertes civiles en Afghanistan.](#)

[L'Afghanistan au cœur des débats.](#)

[Civils afghans tués: il plaide coupable.](#)

1 Analyse & déclaration :

Résistance

Occupants:

2 Occupation de l'Afghanistan

Les forces en présence

3 Politique

1) collaborateurs afghans

2) occupants

Tiré à part :

Michel Collon : [Les règles de la propagande de guerre.](#)

22 mars 2011

Comment les médias occidentaux ont-ils couvert les diverses guerres qui ont suivi la première guerre du Golfe ?

Peut-on dresser des constats communs ?

Existe-t-il des règles incontournables de la « propagande de guerre » ?

Oui.

1. **Cacher les intérêts.** Nos gouvernements se battent pour les droits de l'homme, la paix ou quelque autre noble idéal. Ne jamais présenter la guerre comme un conflit entre des intérêts économiques et sociaux opposés.
2. **Diaboliser.** Pour obtenir le soutien de l'opinion, préparer chaque guerre par un grand médiamensonge spectaculaire. Puis continuer à diaboliser l'adversaire particulièrement en ressassant des images d'atrocités.
3. **Pas d'Histoire !** Cacher l'histoire et la géographie de la région. Ce qui rend incompréhensibles les conflits locaux attisés, voire provoqués par les grandes puissances elles-mêmes.
4. **Organiser l'amnésie.** Eviter tout rappel sérieux des précédentes manipulations médiatiques. Cela rendrait le public trop méfiant.

Règle n° 1. Cacher les intérêts.

La règle la plus fondamentale de la propagande de guerre, c'est de cacher que ces guerres sont menées pour des intérêts économiques bien précis, ceux des multinationales. Qu'il s'agisse de contrôler les matières premières stratégiques ou les routes du pétrole et du gaz, qu'il s'agisse d'ouvrir les marchés et de briser les Etats trop indépendants, qu'il s'agisse de détruire tout pays pouvant représenter une alternative au système, les guerres sont toujours économiques en définitive. Jamais humanitaires. Pourtant, à chaque fois, c'est le contraire qu'on raconte à l'opinion.

La première guerre contre l'Irak a été présentée à l'époque comme une guerre pour faire respecter le droit international. Alors que les véritables objectifs, exprimés dans divers documents – même pas internes – du régime US étaient :

1. Abattre un régime qui appelait les pays arabes à s'unir pour résister à Israël et aux Etats-Unis.
2. Garder le contrôle sur l'ensemble du pétrole du Moyen-Orient.
3. Installer des bases militaires dans une Arabie saoudite déjà réticente. Il est très instructif, et cocasse, de relire aujourd'hui les nobles déclarations faites à l'époque par la presse européenne européenne sur les nobles motivations de la première guerre du Golfe.

De tout cela, zéro bilan.

Les diverses guerres contre la Yougoslavie ont été présentées comme des guerres humanitaires. Alors que, selon leurs propres documents, que chacun pouvait consulter, les puissances occidentales avaient décidé d'abattre une économie trop indépendante face aux multinationales, avec d'importants droits sociaux pour les travailleurs. Le vrai but était de contrôler les routes stratégiques des Balkans (le Danube et les pipe-lines en projet), d'installer des bases militaires (donc de soumettre la forte armée yougoslave) et de coloniser économiquement ce pays. Actuellement, de nombreuses informations sur place confirment une colonisation éhontée par les multinationales dont US Steel, le pillage des richesses du pays, la misère croissante qui s'ensuit pour la population. Mais tout cela reste soigneusement caché à l'opinion internationale. Tout comme les souffrances des populations dans les divers autres pays recolonisés.

L'invasion de l'Afghanistan a été présentée comme une lutte anti-terroriste, puis comme une lutte d'émancipation démocratique et sociale. Alors que, là aussi, des documents US parfaitement consultables révélaient de quoi il s'agissait. 1. Construire un pipe-line stratégique permettant de contrôler l'approvisionnement de tout le sud de l'Asie, continent décisif pour la guerre économique du 21ème siècle. 2. Etablir des bases militaires US au centre de l'Asie. 3. Affaiblir tous les « rivaux » possibles sur ce continent - la Russie, l'Iran et surtout la Chine - et les empêcher de s'allier.

On pourrait analyser pareillement comment on nous cache soigneusement les véritables enjeux économiques et stratégiques des guerres en cours ou à venir : Colombie, Congo, Cuba, Corée... Bref, le tabou fondamental des médias, c'est l'interdiction de montrer que chaque guerre sert toujours des multinationales bien précises. Que la guerre est la conséquence d'un système économique qui impose littéralement aux multinationales de dominer le monde et de le piller pour empêcher ses rivaux de le faire.

Règle N°2. Diaboliser.

Chaque grande guerre commence par un grand médiemensonge qui sert à faire basculer l'opinion pour qu'elle se range derrière ses gouvernants.

- En 1965, les Etats-Unis déclenchent la guerre du Vietnam en inventant de toutes pièces une attaque vietnamienne contre deux de leurs navires (incident « de la baie du Tonkin »).
- Contre Grenade, en 83, ils inventent une menace terroriste (déjà !) qui viserait les USA.
- La première agression contre l'Irak, en 1991, est « justifiée » par un prétendu vol de couveuses dans une maternité de Koweït City. Médiemensonge fabriqué de toutes pièces par la firme US de relations publiques Hill & Knowlton.
- De même, l'intervention de l'Otan en Bosnie (95) sera « justifiée » par des récits truqués de « camps d'extermination » et des bombardements de civils à Sarajevo, attribués aux Serbes. Les enquêtes ultérieures (tenues secrètes) montreront pourtant que les auteurs étaient en fait les propres alliés de l'Otan.
- Début 99, l'attaque contre la Yougoslavie sera « justifiée » par une autre mise en scène : un prétendu « massacre de civils » à Racak (Kosovo). En réalité, un combat entre deux armées, provoqué par les séparatistes de l'UCK. Ceux que les responsables US qualifiaient de « terroristes » au début 98 et de « combattants de la liberté » quelques mois plus tard.
- La guerre contre l'Afghanistan ? Plus fort encore, avec les attentats du 11 septembre. Sur lesquels toute enquête sérieuse et indépendante sera étouffée, pendant que les faucons de l'administration Bush se précipiteront pour faire passer des plans d'agression, préparés depuis longtemps, contre l'Afghanistan, l'Irak et quelques autres.

Chaque grande guerre commence par un médiemensonge de ce type : des images atroces prouvant que l'adversaire est un monstre et que nous devons intervenir pour une « juste cause ».

Pour qu'un tel médiemensonge fonctionne bien, plusieurs conditions sont nécessaires : 1. Des images épouvantables. Truquées si nécessaire. 2. Les marteler plusieurs jours, puis prolonger par des rappels fréquents. 3. Monopoliser les médias, exclure la version de l'autre camp. 4. Ecarter les critiques, en tout cas jusqu'au moment où il sera trop tard. 5. Qualifier de « complices », voire de « révisionnistes » ceux qui mettent en doute ces médiemensonges.

Règle N° 3. Pas d'Histoire !

Dans tous les grands conflits de ces dernières années, les médias occidentaux ont caché à l'opinion les données historiques et géographiques essentielles pour comprendre la situation des régions stratégiques concernées.

En 1990, on nous présente l'occupation du Koweït par l'Irak (qu'il ne s'agit pas ici de justifier ou d'analyser) comme une « invasion étrangère ». On « oublie » de dire que le Koweït avait toujours été une province de l'Irak, qu'il en a été séparé en 1916 seulement par les colonialistes britanniques dans le but explicite d'affaiblir l'Irak et de garder le contrôle de la région, qu'aucun pays arabe n'a jamais reconnu cette « indépendance », et enfin que le Koweït est juste une marionnette permettant aux Etats-Unis de confisquer les revenus du pétrole.

En 1991, en Yougoslavie, on nous présente comme de gentils démocrates « victimes » deux dirigeants extrémistes, racistes et

provocateurs, que l'Allemagne a armés avant la guerre : le Croate Franjo Tudjman et le Bosnien Alija Izetbegovic. En cachant qu'ils renouent avec le plus sinistre passé de la Yougoslavie : le génocide anti-serbe, anti-juif et anti-rom de 41-45. On présente aussi les populations serbes de Bosnie comme des envahisseurs alors qu'elles y vivaient depuis des siècles. En 1993, on nous présente l'intervention occidentale en Somalie comme « humanitaire » en cachant soigneusement que des sociétés US ont acheté le sous-sol pétrolifère de ce pays. Et que Washington entend contrôler cette région stratégique de la « Corne de l'Afrique » ainsi que les routes de l'Océan Indien.

En 1994, on nous présente le génocide rwandais en faisant silence sur l'histoire de la colonisation belge et française. Laquelle avait délibérément organisé le racisme entre Hutus et Tutsis pour mieux les diviser.

En 1999, on nous présente le Kosovo comme une terre envahie par les Serbes. On nous parle de « 90% d'Albanais, 10% de Serbes ». Passant sous silence la forte diminution du nombre des Serbes lors du génocide commis dans cette province durant la Seconde Guerre mondiale, puis durant l'administration albanaise de la province (années 80). On escamote aussi l'existence au Kosovo de nombreuses minorités (Roms, Juifs, Turcs, Musulmans, Gorans, etc...). Minorités dont « nos amis » de l'UCK avaient programmé le nettoyage ethnique, qu'ils réalisent aujourd'hui sous les yeux et avec la bénédiction de l'Otan.

En 2001, on crie haro sur la résistance, régime certes peu défendable. Mais qui les a amenés au pouvoir ? Qui les a protégés des critiques des organisations des droits de l'homme afin de pouvoir construire avec eux un juteux pipeline transcontinental ? Et surtout, au départ, qui a utilisé le terrorisme de Ben Laden pour renverser le seul gouvernement progressiste qui avait émancipé la paysannerie et les femmes ? Qui a ainsi rétabli la pire terreur fanatique en Afghanistan ? Qui, sinon les Etats-Unis ? De tout ceci, le public ne sera guère informé. Ou trop tard.

La règle est simple. Occulter le passé permet d'empêcher le public de comprendre l'histoire des problèmes locaux. Et permet de diaboliser à sa guise un des protagonistes. Comme par hasard, toujours celui qui résiste aux visées néocoloniales des grandes puissances.

Règle N° 4. Organiser l'amnésie.

Lorsqu'une grande puissance occidentale prépare ou déclenche une guerre, ne serait-ce pas le moment de rappeler les grands médiemensonges des guerres précédentes ? D'apprendre à déchiffrer les informations transmises par des états-majors ô combien intéressés ? Cela s'est-il produit à l'occasion des diverses guerres des années 90 ? Jamais. A chaque fois, la nouvelle guerre devient la « guerre juste », plus blanche encore que les précédentes, et ce n'est pas le moment de semer le doute.

Les débats seront pour plus tard. Ou jamais ? Un cas flagrant : récemment, un super-menteur a été pris la main dans le sac, en flagrant délit de médiemensonge. Alastair Campbell, chef de la « communication » de Tony Blair, a dû démissionner quand la BBC a révélé qu'il avait truqué les informations sur les prétendues armes de destruction massive. Ceci a-t-il provoqué un débat sur les précédents exploits du dit Campbell ? N'aurait-il pas été intéressant d'expliquer que toute notre information sur le Kosovo avait été concoctée par ce même Campbell ? Que cela méritait certainement un bilan et une réévaluation de l'information donnée sur la guerre contre la Yougoslavie ? Il n'en a rien été.

Source : michelcollon.info

<http://michelcollon.info/Les-regles-de-la-propagande-de.html>

Alessandro Cisilin : Al-Qaïda : même la « marque » s'effrite.

Alors que nos grands médias n'ont pas manqué de qualifier de dérisoires et d'absurdes les propos du Colonel Kadhafi sur les menaces d'al-Qaïda et de l'extrémisme islamiste en Libye pour justifier de sa politique de répression, que reste-t-il exactement de la "nébuleuse terroriste" al-Qaïda, toujours synonyme des effrayants attentats du 11-Septembre ?

Le journal italien "*Il fatto quotidiano*"^(*) revient sur le mythe du réseau terroriste organisé qui avait fait l'objet d'un documentaire de la BBC primé à Cannes en 2005 "*The Power of Nightmares*" (et dont nous vous présentons les meilleurs extraits ci-dessous) qui relevait déjà à l'époque l'irréalité de cette organisation terroriste et de la menace qu'elle représente, en dehors de quelques factions armées qui combattent toujours dans les zones de guerre en Irak ou en Afghanistan/Pakistan. L'ex-directeur du Service de renseignement de sécurité à la DGSE Alain Chouet l'avait pourtant rappelé lui aussi devant une commission du Sénat en mars dernier (voir [la vidéo de ses déclarations](#)). Mais les croyances ont la vie dure...

Il ne reste plus que le Colonel Kadhafi et le ministre Maroni (ministre italien de l'Intérieur, NdT) pour dénoncer "l'ombre d'al-Qaïda" derrière les actes de violence et d'insurrection, et aussi quelques reporters pro-gouvernementaux obnubilés par la "guerre au terrorisme" lancée en 2001. Pourtant, sept années ont passé depuis la diffusion du documentaire-choc de la BBC (« **The Power of Nightmares** », en français « Le pouvoir des cauchemars », primé à Cannes), qui montrait l'inexistence du réseau terroriste, au-delà d'un cercle restreint de fidèles d'Oussama ben Laden, en admettant que celui-ci soit encore vivant, ce qui est loin d'être certain même selon les sources du Renseignement.

Au scepticisme d'alors succéda une prise de conscience progressive et pratiquement unanime de la part des analystes concernant la « crise d'al-Qaïda », confirmée par la désaffection croissante de l'opinion publique musulmane dans les sondages [effectués] partout dans le monde, ainsi que par la baisse du nombre d'attentats, en dehors de ceux survenus dans un contexte belliqueux en Irak et en Afghanistan. Ceux qui persistent à maintenir en vie ce mythe utilisent désormais la formule de "structure décentralisée", non seulement pour ce qui concerne la phase opérationnelle, mais aussi pour celle décisionnelle. Une espèce de "marque déposée" en quelque sorte, rien de plus.

Les documents officiels le confirment.

Le Pentagone, lors du dernier point en novembre dernier, dressait la liste de 47 "organisations terroristes" dans le monde ; parmi elles, non pas une, mais quatre porteraient le nom d'al-Qaïda (celle "originaire" du Sud-est asiatique, celle "en Irak", celle "de la Péninsule arabique", et celle du "Maghreb islamique"), démentissant par là même la nature unitaire, et la clé de voute même dessinée par ses idéologues, à savoir la perspective (jamais réalisée historiquement) d'un Califat unifié.

Cette décomposition territoriale apparaît très généreuse, étant donné par exemple qu'al-Qaïda au Maghreb opère seulement en Algérie, et se limite à quelques zones désertiques du sud. Mais la carte géographique dressée par l'Union européenne apparaît

encore plus hasardeuse, avec son inventaire pratiquement figé depuis 2002, qui met dans un même panier des centaines de sigles de mouvements radicaux (ainsi que des sociétés ou des "centres d'appels", à grand renfort d'adresses et de numéros de téléphone, surtout en Afghanistan, au Pakistan, en Somalie et à Dubaï), et les associe tous à "al-Qaïda et aux résistants", sans tenir compte des dénégations explicites de la part des principaux intéressés.

Fait particulièrement significatif, le cas du *Libyan Islamic Fighting Group*, considéré non seulement comme l'épicentre de l'extrémisme islamique à Tripoli, mais aussi comme étant à l'origine des attentats dans la région, y compris celui contre Khadafi en 1996. En faire partie est passible de 10 ans de prison dans la législation antiterroriste britannique, alors que la Libye, après avoir arrêté et emprisonné une centaine de ses membres, les a pratiquement tous relâchés ces trois dernières années, dans une tentative d'en diminuer la menace subversive. Leur association avec al-Qaïda avait été établie par les chancelleries occidentales (et dans la liste noire de l'ONU) d'après leur origine au sein des activités antisoviétiques à côté des moudjahidines afghans.

Pourtant, lorsqu'al-Zawahiri, bras droit d'Oussama ben Laden déclara leur affiliation en 2008, il fut submergé par une vague de démentis, dont celui de l'un des leaders historiques du mouvement, Noman Benotman, qui a par la suite rejeté l'idée même de "djihad violent" considéré comme contraire à l'interprétation sunnite de l'islam dont prétend s'inspirer al-Qaïda.

Curieusement, ce même Benotman, suspecté d'avoir organisé l'attentat tragique de Lockerbie en 1988, travaille aujourd'hui pour l'antiterrorisme à Londres. Mais alors que reste-t-il d'al-Qaïda ? De ce qui ressort, quelques centaines d'hommes engagés au côté des résistants dans les zones du sud-est asiatique surveillées par l'ISAF. En somme, rien d'autre qu'une "base" militaire, comme l'indique l'étymologie du terme arabe, et qui combat simplement là où il y a la guerre. Une base lointaine, géographiquement et idéologiquement, non seulement des places d'Afrique du Nord, mais [aussi et surtout] de l'Islam.

Alessandro Cisilin

Note ReOpenNews :

(*) **Il Fatto Quotidiano** : quotidien italien indépendant de tout parti politique et de tout financement public, issu d'un mouvement journalistique qui s'inspire de grandes figures telles que feu Enzo Biaggi l'auteur d'une rubrique télévisée décapante et souvent à contre-courant des opinions dominantes. L'éditorialiste en est Marco Travaglio, intellectuel connu et redouté, défenseur de la Constitution italienne qui s'attaque au "berlusconisme" et à tous ses excès. Ce journal dresse quotidiennement un bilan sans concession de la vie politique et économique italienne, et Marco Travaglio participe notamment à l'une des émissions hebdomadaires les plus suivies de la TV publique italienne Rai2 "Anno Zero" animé par le célèbre journaliste Michele Santoro.

Al-Qaïda : même la "marque" s'effrite par Alessandro Cisilin , sur "Il Fatto Quotidiano", le 4 mars 2011

repris par *Megachip*, le 9 mars 2011

Dommmages Collatéraux... le Pentagone prolonge

Mort de neuf enfants ramassant du bois.

La mort de neuf enfants ramassant du bois dans la province de Kunar (est), selon les autorités afghanes, apparemment sous les tirs d'un hélicoptère américain, a poussé le président afghan Hamid Karzaï à de nouveau dénoncer les raids «meurtriers» de l'Isaf.

4/3

6/3

Une bombe a explosé au passage d'un camion qui transportait des civils dans l'est de l'Afghanistan, faisant 12 morts et cinq blessés.

(AP)

10/03

Un cousin du père du président afghan Hamid Karzaï a été abattu par erreur par les troupes de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) lors d'un raid nocturne, a annoncé ce jeudi Ahmad Wali Karzaï, chef du conseil de la province de Kandahar et frère du chef de l'Etat.

Yar Mohammad Khan a été tué alors qu'il sortait de sa maison dans un village où opéraient les forces internationales, qui ont annoncé pour leur part avoir tué le père d'un résistant armé d'une kalachnikov.

Un porte-parole du président Karzaï a déclaré que l'Isaf «ferait mieux de protéger les civils plutôt que de les tuer». Karzaï a ordonné une enquête sur l'incident et l'Isaf a annoncé par la suite qu'elle en mènerait également une de son côté.

10.03.

<http://www.20minutes.fr/ledirect/684808/monde-afghanistan-membre-famille-hamid-karzai-abattu-erre-ot-an>

13/03

Quatre civils ont été tués aujourd'hui par l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule dans une province instable du sud de l'Afghanistan.

AFP

2010, année la plus meurtrière pour les civils afghans -

L'année 2010 a été la plus meurtrière pour les civils en neuf ans de guerre avec près de 2.800 morts.

Ce chiffre illustre le fait que, malgré les affirmations des responsables militaires et des gouvernements de la coalition internationale, l'insurrection des résistants s'intensifie, et même gagne du terrain ces dernières années, avec des actions de guérilla bien au-delà de ses bastions traditionnels du sud et de l'est.

Et, surtout, il est publié à quelques mois du début annoncé par Washington et l'Otan d'un retrait des troupes internationales devant mener, d'ici à 2014, au transfert total de la responsabilité de la sécurité du pays dans les mains des forces afghanes, une gageure selon nombre d'experts.

Avec 2.777 exactement, le nombre de civils tués en 2010 a augmenté de 15% par rapport à 2009, indique le rapport annuel conjoint de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (UNAMA) et de la Commission afghane indépendante(ndlr ?) des droits de l'homme.

Une recrudescence des erreurs des forces internationales a de nouveau provoqué ces derniers jours la colère des Afghans et du président Hamid Karzaï.

La force de l'Otan (Isaf), emmenée par les Américains, est accusée d'avoir tué au moins 65 civils à deux reprises fin février dans la province de Kunar (est) en visant des insurgés, et neuf enfants le 1er mars.

Karzaï a dénoncé ces deux drames, en appelant l'Otan à cesser ces «meurtres» qui jettent, selon lui, la population dans les bras de la rébellion. Depuis, les manifestations contre l'Otan et surtout les Etats-Unis se multiplient dans tout le pays.

Le président Barack Obama a présenté le 3 mars ses «profonds regrets» au peuple afghan pour les neuf enfants tués, de même que le général américain David Petraeus, commandant en chef de l'Isaf, et le secrétaire à la Défense, Robert Gates.

Karzaï a assuré lundi «respecter» les regrets de Gates, semblant se montrer plus conciliant que la veille, quand il avait affirmé que les excuses de l'Otan n'étaient «pas suffisantes».

Le président afghan a réaffirmé lundi que son peuple voulait «la fin» des victimes civiles de l'Isaf, et non une simple réduction de leur nombre, en soulignant qu'elles étaient la principale cause de la détérioration des relations entre Kaboul et Washington.

Enfin, le rapport de l'UNAMA souligne aussi que le nombre de civils tués en 2010 est quatre fois supérieur à celui des soldats des forces internationales tombés au combat la même année.

Or, 2010 a aussi été, de très loin, l'année la plus meurtrière pour les soldats étrangers en neuf ans de guerre, avec (ndlr : au moins) 711 morts, confirmant que la guérilla des résistants s'est intensifiée malgré l'envoi de 30.000 soldats américains en renfort l'année dernière.

(Source AFP)

09-03

La mort de civils afghans impose une remise en question.

Le commandant des forces américaines en Afghanistan David Petraeus a déclaré mercredi que plusieurs incidents tragiques impliquant des morts de civils l'avaient conduit à ordonner un passage en revue à tous les niveaux sur l'utilisation de la force par la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF, sous l'égide de l'OTAN), et sur le personnel des hélicoptères de combat.

« Nous avons (...) voulu nous assurer de réduire au maximum les pertes de vie civiles dans le cadre de nos opérations », a-t-il déclaré devant la commission de la Chambre des représentants sur les forces armées lors de son rapport sur la guerre en Afghanistan. « J'ai également souligné à nouveau les instructions visant à réduire au minimum absolu les dégâts sur les infrastructures et les biens matériels ».

M. Petraeus est à Washington pour informer les responsables du gouvernement et du Congrès des États-Unis de la progression de la guerre en Afghanistan, qui dure maintenant depuis dix ans. Le président Barack Obama a ordonné le déploiement de 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan en fin 2009. Son plan prévoit juillet 2011 comme date de début du retrait.

M. Petraeus a rencontré lundi M. Obama pour discuter de la situation sur le terrain à l'approche de ce retrait. Il a présenté mardi au comité du Sénat sur les forces armées une évaluation optimiste des progrès accomplis, tout en admettant les dangers que rencontrent les soldats jusqu'au début du retrait en juillet.

2011-03-17

xinhua

<http://french.cri.cn/621/2011/03/17/302s240364.htm>

L'OTAN admet avoir tué des civils 'par erreur' en Afghanistan.

Plusieurs civils ont été tués ou blessés vendredi 25 mars dans une frappe aérienne de la force internationale de l'OTAN (ISAF) en Afghanistan, dans la province méridionale du Helmand, fief des insurgés talibans, a annoncé l'Isaf samedi, sans préciser le nombre de victimes.

Les appareils de l'OTAN ont visé deux véhicules supposés transporter un chef taliban et ses adjoints, mais il s'est ensuite avéré qu'il s'agissait de civils, a expliqué l'organisation, précisant qu'une enquête avait été ouverte. La province du Helmand est un bastion des talibans, chassés du pouvoir à la fin 2001 et qui mènent depuis une insurrection contre le gouvernement de Kaboul et la force de l'OTAN qui le soutient.

Aucun responsable n'a pu être joint dans la province, où les réseaux de téléphonie mobile sont coupés depuis mercredi par les opérateurs, sur injonction des insurgés talibans. Ces derniers ordonnent régulièrement la coupure des réseaux, notamment pendant les offensives de l'OTAN, menaçant les

compagnies d'attaquer leurs installations si elles n'obtempèrent pas. Les lignes terrestres sont quasi-inexistantes dans le pays.

PREMIÈRES VICTIMES DU CONFLIT

Les civils sont les premières victimes du conflit afghan, entré dans sa dixième année. L'année 2010 a été la plus meurtrière pour les civils (2 777 morts), a récemment annoncé l'ONU, précisant néanmoins que plus de 75 % des victimes civiles (tués et blessés) étaient liées aux insurgés et que le nombre de celles dues aux opérations de l'OTAN avaient baissé de 21 % par rapport à 2009. *[et les représentants de l'ONU sont d'une impartialité parfaite, comme on vient encore de le remarquer - RM]* L'Otan est néanmoins mise en cause dans plusieurs bavures depuis le début de l'année. Les autorités afghanes l'accusent notamment d'avoir tué plus de 70 civils dont onze enfants dans plusieurs bombardements depuis fin février dans la province orientale, Kunar, fief des insurgés frontalier du Pakistan.

L'Isaf a reconnu avoir tué neuf civils dans l'un d'eux, sans confirmer s'il s'agissait d'enfants, et en avoir blessé jusqu'à neuf dans un autre. Ces pertes civiles ont provoqué la colère du président afghan Hamid Karzaï qui avait demandé mi-mars à l'OTAN de cesser ses opérations militaires dans le pays pour éviter de tuer des civils. Son homologue américain Barack Obama lui avait présenté ses excuses pour la mort de neuf civils.

Le président Karzaï a officiellement lancé mardi le processus de transition, qui doit voir les forces afghanes prendre progressivement la responsabilité de la sécurité sur l'ensemble territoire afghan d'ici la fin 2014. La capitale du Helmand, Lashkar Gah, est l'une des sept zones choisie pour la première phase du processus, où la responsabilité de la sécurité va changer de main dès l'été 2011.

26-03

Aled-Dilwyn Fisher : La Norvège, comme l'OTAN, dissimule les rapports sur les pertes civiles en Afghanistan.

Pris en flagrant délit de dissimulation des chiffres !

Voilà la Norvège bien embarrassée par ces documents de Wikileaks qui montrent que les chiffres des pertes civiles ont été volontairement abaissés, sans doute pour éviter de générer un véritable débat sur la présence des forces de l'OTAN en Afghanistan presque 10 ans après l'invasion de ce pays au nom de la guerre contre ben Laden et la résistance.

Le décompte macabre dans une zone de guerre comme l'Afghanistan relève de toute façon des autorités militaires, et l'ONU semble avoir perdu tout contrôle sur ce conflit qu'elle a initialement autorisé au lendemain des attentats du 11/9.

Malgré les dénégations outrées des officiels de l'OTAN, tout cela relève d'une stratégie bien huilée. N'oublions pas en effet qu'un câble de Wikileaks avait déjà révélé l'an dernier la stratégie que la CIA a mise au point pour convaincre l'opinion publique de soutenir davantage l'intervention militaire de l'OTAN en Afghanistan, notamment en France et en Allemagne où les populations sont très majoritairement contre. Mis à part quelques communiqués d'organisations humanitaires, ces informations ne "transpirent" pas dans nos grands médias. Encore une fois, on peut légitimement se demander ce qui pousse les journalistes à se rendre ainsi complices de telles mystifications, au lieu de présenter ces informations au grand public comme leur profession l'exige. De nouvelles révélations de Wikileaks par le journal norvégien *Aftenposten* continuent d'embarrasser les gouvernements de la Norvège et des USA. Elles montrent que les ambassadeurs norvégiens ont suivi l'exemple de l'OTAN et de son leader étatsunien dans leur effort pour éviter un débat gênant au sujet des pertes civiles en Afghanistan.

Les câbles de la délégation étatsunienne à l'OTAN qui ont fuité ont été rédigés en septembre 2008. On y lit : "*L'ambassadeur de Norvège a souligné la nécessité d'éviter un débat public sur le nombre de civils tués.*" D'après ces câbles l'ambassadeur de l'époque et l'ancien ministre adjoint aux affaires étrangères, Kim Traavik auraient jeté le discrédit sur le bilan des morts présenté par l'ONU en disant que : "*Même les employés de l'ONU en poste à Kaboul doutaient de la méthode utilisée.*"

Traavik – qui est actuellement l'ambassadeur de Norvège en Grande-Bretagne – a nié avoir consciemment omis des faits, et a dit à *Aftenposten* que le rapport des câbles de l'ambassade des USA devait être un "malentendu". Il a affirmé que la Norvège était un des pays qui "demandait le plus vivement" que l'OTAN et la FAIS (la force internationale d'assistance et de sécurité, missionnée par l'OTAN en Afghanistan) prennent des mesures pour éviter les pertes civiles. "*Nous l'avons fait pour des raisons humanitaires*" a dit Traavik à *Aftenposten*, "*mais aussi pour prendre en considération l'opinion publique des nations membres et d'Afghanistan.*"

"Tout à fait inacceptable"

Les organisations des droits de l'homme internationales ont cependant été promptes à émettre des critiques et le secrétaire général de la branche norvégienne d'Amnistie Internationale, John Peder Egenaes, a déclaré : "*Il est tout à fait inacceptable que la Norvège ait accepté de dissimuler le bilan des victimes.*" Il a qualifié les révélations de "*contraires à ce que l'on attend des autorités norvégiennes et à l'image que le gouvernement veut donner de lui-même.*"

Le malaise de la Norvège et de ses alliés à propos des écarts entre le bilan établi par l'ONU et celui établi par l'OTAN, a conduit l'OTAN à demander à l'ONU de mener des études conjointes sur les morts civiles. Le représentant spécial de l'ONU en Afghanistan, Kai Eide, s'y est fermement opposé en disant, selon le compte-rendu étatsunien, qu'une telle coopération "*compromettrait l'indépendance de l'ONU et provoquerait un tollé chez les militants des droits de l'homme.*" Eide était déjà considéré comme "*trop indépendant*" par les alliés de l'OTAN et Victoria Nuland, l'ambassadeur étatsunien à l'OTAN a

demandé à un diplomate norvégien expérimenté de "faire cause commune avec la FAIS en public et de défendre la mission chaque fois que des tragédies inévitables comme des pertes civiles se produisaient."

"Sans lien avec la réalité"

Eide a beaucoup critiqué la position de l'OTAN sur cette question, en disant qu'il "s'était rendu compte au cours des discussions que l'OTAN avait complètement perdu le contact avec la réalité du terrain en Afghanistan."

Le bombardement de Bala Baluk a particulièrement contrarié Eide ; des documents révélés aussi pendant le week-end indiqueraient que les USA ont caché un rapport de la Croix-Rouge qui faisait état de 89 civils tués dans ce bombardement alors qu'un officiel étatsunien prétendait qu'il n'y avait eu que 26 victimes. Eide va bientôt sortir un livre qui relate apparemment en détail ses désaccords avec les USA notamment en ce qui concerne la dissimulation des pertes civiles. D'autres documents de Wikileaks ont montré que, lorsqu'on les questionne sur les pertes civiles, la réponse habituelle de l'OTAN, que les USA ont concoctée, a été de s'excuser pour les victimes qui ont perdu la vie, de promettre une enquête et d'accuser la résistance d'être responsables des morts.

GeantVert

Aled-Dilwyn Fisher

07 mars, 2011

[LeGrandSoir](#),

le 23 février 2011

Pour consulter l'original : <http://www.newsinenglish.no/2011/02...>

Traduction **D. Muselet** pour LGS

<http://www.reopen911.info/News/2011/03/07/la-norvege-comme-1%E2%80%99otan-dissimule-les-rapports-sur-les-pertes-civiles-en-afghanistan/>

L'Afghanistan au cœur des débats.

Civils afghans tués: il plaide coupable.

Un soldat américain a plaidé coupable, aujourd'hui devant une cour martiale, des meurtres de trois civils afghans, exécutés pour le plaisir avec la complicité présumée de quatre autres soldats de son bataillon, pendant une mission en Afghanistan. Le caporal-chef Jeremy Morlock est le premier de cinq soldats de la brigade de combat Stryker de la Bravo Company à être jugé pour meurtres dans cette affaire. Il sera également le témoin clé de l'accusation dans les procès des quatre autres soldats, notamment celui du leader présumé, le sergent Calvin R. Gibbs.

Lors de son procès en cour martiale à la base militaire de Lewis-McChord, près de Seattle (Etat de Washington, nord-ouest des Etats-Unis) Jeremy Morlock a admis mercredi avoir tué ou aidé à tuer trois hommes lors de sa mission dans la province de Kandahar (sud), et avoir placé autour d'eux des armes afghanes afin de les faire passer pour des combattants ennemis. Outre les meurtres, Jeremy Morlock et ses compagnons d'armes sont accusés d'avoir prélevé sur leurs victimes des "trophées-souvenirs", notamment des ossements, et d'avoir consommé du haschich. Ils auraient aussi passé à tabac un soldat qui avait signalé leurs agissements à sa hiérarchie.

Lundi, le magazine allemand Der Spiegel avait publié trois photos des accusés avec leurs victimes présumées. Sur l'une d'elles, on voit Jeremy Morlock poser devant un cadavre, dont il tient la tête par les cheveux.

L'armée américaine s'est excusée officiellement lundi "pour la souffrance" provoquée par les photos. Les agissements montrés sur ces clichés "nous répugnent en tant qu'êtres humains et sont contraires aux principes et aux valeurs de l'armée des Etats-Unis", a déclaré l'armée.

AFP

23/03

1 Analyse & déclaration

a) Résistance :

Paroles & action des résistants

L'intensité des combats a régulièrement augmenté depuis fin 2001, les résistants étant en mesure peu à peu de relancer leurs attaques contre les forces occidentales.

AFP

09-08

b) Troupes d'occupation : Analyse & déclaration

USA & Coalition

Bill Van Auken : Les États-Unis se retirent d'une vallée stratégique en Afghanistan.

Le Pentagone est en train de retirer ses troupes de la vallée de Pech dans le Nord-Est de l'Afghanistan qu'il avait précédemment qualifiée de stratégiquement vitale pour cette guerre menée par les Etats-Unis et qui est maintenant dans sa dixième année.

L'on s'attend à ce que le retrait, qui a débuté le 15 février, soit accompli au cours des deux prochains mois selon un article publié dans le *New York Times*. Il est prévu que les Etats-Unis abandonnent une série d'avant postes le long de cette vallée où plus de 100 soldats américains ont été tués et plusieurs milliers blessés depuis l'invasion pour la première fois de cette région en 2003.

Ce retrait n'est que le dernier d'une série de retraits. En avril dernier, l'armée américaine s'était retirée de la vallée voisine de Korengal, plus au sud, après que 42 soldats aient été tués et des centaines d'autres blessés au cours de trois années de combat. En octobre 2009, elle s'était retirée de la province de Nuristan, plus au nord, où quatre bases-clés avaient été abandonnées après avoir presque été prises dans une série de batailles l'année précédente.

Certains officiers américains ont souligné que chaque retrait avait encouragé les groupes armés qui résistent à l'occupation américaine à étendre leurs attaques à d'autres régions.

La signification stratégique de la vallée de Pech est soulignée par le rôle qu'elle a joué dans la désintégration de l'occupation soviétique de l'Afghanistan. Elle avait été le théâtre de durs combats durant l'intervention soviétique qui avait duré de 1979 à 1988. Moscou avait alors décidé de retirer ses troupes de la vallée. En l'espace de quelques mois, les combattants moudjahiddines de la résistance y avaient vaincu l'armée afghane, soutenue par les soviétiques et en 1989, l'armée soviétique avait quitté le pays, vaincue.

Cette vallée est l'une des principales artères de la région. Elle est frontalière du Pakistan et elle est un point de passage-clé pour les combattants pashtounes de la résistance qui traversent sans contrainte la Ligne Durand, la frontière arbitraire imposée par l'impérialisme britannique et qui sépare la population pashtoune en Afghanistan de celle du Pakistan.

Le déploiement de l'armée américaine dans la région avait été précédemment considéré comme la clé d'une stratégie anti-insurrectionnelle qui partait de l'idée que la résistance ne pourrait être vaincue que dans la mesure où les troupes américaines étaient déployées dans les villages afghans et pas seulement dans les grandes villes. Parallèlement à l'implantation de bases avancées opérationnelles lointaines, les Etats-Unis ont largement investi dans la région, dont 7,5 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle route.

Un réexamen de cette stratégie qui avait débuté sous le général Stanley McChrystal et avait été intensifiée par son successeur, le général David Petraeus, a abouti à la conclusion que le déploiement dans la vallée de Pech ne pouvait pas être maintenu et qu'un déploiement équivalent dans l'ensemble de l'Afghanistan nécessiterait une force d'occupation forte d'au moins 600.000 hommes.

Dans les principaux organes de presse, la couverture médiatique du retrait a été remarquablement discrète et l'armée elle-même a tenté de présenter ce retrait comme un simple réajustement tactique. L'intention est clairement de masquer cette évidence : l'armée américaine a subi une défaite importante.

Le général John Campbell, qui dirige les opérations de l'armée américaine dans l'Est de l'Afghanistan, est en train de « repositionner » ses troupes « au sein de la province pour plus d'efficacité et plus de flexibilité, » a dit un porte-parole du Pentagone en ajoutant, « Il y a des dizaines de cols dans les montagnes et nous ne pouvons pas être présents partout. » Ceci est incontestablement vrai et, dans la mesure où les forces d'occupation américaines ne sont pas présentes dans ces régions, la résistance et d'autres groupes de résistance armés les utiliseront pour organiser leurs forces et lancer des attaques. Un raisonnement plus instructif a été fourni par quelqu'un que le *New York Times* a qualifié de « responsable américain de l'armée au courant » de la décision de retrait. « Nous avons trouvé que les gens dans la vallée Pech ne sont pas vraiment anti-américains ou anti-quelque chose ; ils veulent tout simplement qu'on les laisse tranquille, » a-t-il dit. « C'est notre présence qui déstabilise la région. »

La même chose pourrait être dite de l'Afghanistan tout entier où la présence de près de 100.000 soldats américains et 50.000 soldats étrangers ont « déstabilisé » le pays entier, causant la mort et blessant des centaines de milliers de civils et provoquant l'augmentation constante de la résistance armée qui est à présent active dans littéralement chaque région. Ils veulent « qu'on les laisse tranquille » et ils veulent se battre pour se débarrasser de l'occupation américaine de façon à pouvoir l'être.

Ce retrait anéanti également le raisonnement derrière le « surge » (déferlement, poussée soudaine, n.d.t.) américain lancé par le gouvernement Obama et selon lequel l'escalade américaine ferait reculer l'« insurrection » permettant ainsi l'entraînement d'une armée afghane fantoche qui prendrait le contrôle des régions précédemment occupées par les troupes américaines. Comme en fait état le *New York Times*, « les responsables afghans craignent que le retrait des troupes ne corresponde à un abandon de territoire où de multiples groupes d'insurgés sont fermement installés, une région que les Afghans redoutent de ne pouvoir défendre par leurs propres moyens.

En effet, un rapport de novembre 1988 publié par le Combating Terrorism Centre (CTC) de West Point a fourni une évaluation franche de l'état des forces opérant dans la région : « L'ennemi à Korengal et à proximité de Pech consiste en une diversité de combattants appartenant à la faction Hezb-i-Islami de Kashmir Khan, à l'al-Qaïda d'Abou Ikhlas, des Afghans locaux qui n'acceptent pas la présence d'« infidèles » ou d'étrangers dans leurs vallées, Lashkar-i-Tayyaba, des combattants résistants menés par Dost Mouhammad et Qara Ziaur Rahman, des Nuristanis dirigés par Mullah Munibullah, des combattants arabes issus d'un groupe se nommant Jami'at al-Da'wa al-Qur'an wal'l-Sunna et de volontaires pakistanais. Parmi ces groupes se trouvent des centaines de combattants qui tendent régulièrement des embuscades aux patrouilles américaines, posent des mines improvisées, attaquent par surprise les soldats exposés, lancent des grenades sur des postes d'observation, et essaient parfois même d'attaquer des bases opérationnelles avancées. »

Un haut gradé afghan a avoué au *Times* qu'il est impossible que les troupes afghanes tiennent la région. « D'après mon expérience de l'armée et ma connaissance de la région, il est absolument impossible à l'armée nationale afghane de la protéger sans les Américains, » a dit le général Turab, ancien commandant adjoint du bataillon afghan stationné dans la vallée. « Ce sera une mission suicide. »

Une opinion identique a été exprimée par le ministre afghan de la Défense, Rahim Wardak, qui se trouve à Washington pour des consultations avec ses chefs suprêmes du Pentagone. « Il sera difficile pour les Afghans de tenir ces régions par leurs propres moyens, » a-t-il dit au *Washington Post*. En remarquant qu'il avait lui-même participé à la campagne dans la vallée de Pech qui avait initié la défaite de l'occupation soviétique, il a ajouté, « Nous devons faire très attention à la manière de procéder dans cette région. »

L'article du *Times* reconnaît que le débat au sein de l'armée relatif au retrait de la vallée de Pech avait été « douloureux » en grande partie en raison de la crainte des échelons supérieurs quant aux conséquences qu'auraient sur le moral des troupes

l'abandon d'une région dans laquelle plusieurs milliers de soldats américains ont été déployés, et où plus sont morts que dans n'importe quelle autre région, mis à part la province du Helmand dans le sud.

Le ton de ce débat au niveau des troupes sur le terrain a été reflété dans des interviews données au journal militaire *Stars and Stripes* par des soldats de l'armée américaine au moment où les projets de retrait étaient discutés en septembre dernier.

« Beaucoup de gens le prennent personnellement, » a dit le sergent Kelly O'Donnell. « Ils demandent tous pourquoi finalement avons-nous été là-bas. Parce que nous y avons perdu quelques gars. Comment expliquer cela à tes hommes? »

De la même façon, dans un commentaire affiché sur Internet en début de semaine, un soldat qui avait été déployé l'année dernière dans la région de la vallée de Pech écrit : « Ce qui m'exaspère le plus c'est que tout le sang, la sueur et les larmes que les milliers de fantassins qui sont passés par Kunar au cours des années y ont laissé... auront été pour rien. Je me demande parfois à quoi servent tous ces déploiements et ces guerres quand il semble que ce soit pour rien. »

Le fait que de tels sentiments ne se limitent pas aux simples soldats était clairement apparu dans un discours prononcé vendredi par le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates à l'Académie militaire de West Point.

Dans un discours prononcé devant des cadets, Gates a prédit que « les chances de répéter un autre Afghanistan ou un autre Irak – l'invasion, la pacification et l'administration d'un pays du tiers monde » étaient faibles, tout en ajoutant que l'armée américaine allait devoir se préparer à combattre une série d'adversaires potentiels, dont « des terroristes, des insurgés, des milices, des Etats parias ou des puissances émergentes. »

Il a poursuivi – se référant aux déploiements actuels en Irak et en Afghanistan – en déclarant que « tout futur secrétaire d'Etat à Défense qui conseillerait à nouveau au président d'envoyer une importante armée terrestre américaine en Asie, au Moyen-Orient ou en Afrique devrait 'se faire examiner la tête', comme l'avait dit si délicatement le général MacArthur. »

Ces commentaires, adressés à un auditoire de futurs officiers dont un certain nombre sera envoyé pour combattre et mourir en Afghanistan ou en Irak dans le courant de l'année, sont extraordinaires.

Ils démystifient les affirmations de propagande faites par le gouvernement Obama que l'intervention américaine en Afghanistan était une « guerre nécessaire, » menée pour protéger la population américaine contre une menace terroriste prétendument omniprésente. Au lieu de cela, Gates nous dit que la simple proposition même d'une telle guerre aujourd'hui serait insensée.

Le discours du secrétaire d'Etat à la Défense reflète la perplexité et même la démoralisation, au sein du Washington officiel et de l'élite dirigeante américaine et qui est générée par une crise économique insoluble sur le plan national et l'incapacité de réaliser à l'étranger, au moyen d'une guerre d'agression, l'objectif d'établir l'hégémonie américaine dans les régions-clés productrices d'énergie.

Les remarques de Gates tout comme les retraits militaires de régions stratégiques d'Afghanistan portent à ne pas s'y tromper l'odeur de la défaite prochaine. Une défaite qui pourrait bien, en fait d'impact social et politique aux Etats-Unis mêmes, rivaliser avec la débâcle du Vietnam.

Bill Van Auken

Article original, WWSW, paru le 26 février 2011

Otan- Isaf

L'Otan dans l'embarras après une nouvelle bavure en Afghanistan.

Devant l'émotion provoquée par une nouvelle bavure qui a coûté la vie mardi à neuf civils afghans, la force internationale de l'Otan en Afghanistan (Isaf), embarrassée, répond que le respect de ses règles d'engagement devrait permettre d'éviter ce genre de drame.

«*Le contenu et l'objectif de la directive tactique*» émise en 2009 par le commandant en chef de l'Isaf de l'époque, le général Stanley McChrystal, «*n'a pas changé*», a assuré à l'AFP un porte-parole de la force, le lieutenant-colonel John Dorrian.

La mort mardi de neuf enfants ramassant du bois dans la province de Kunar (est), selon les autorités afghanes, apparemment sous les tirs d'un hélicoptère américain, a poussé le président afghan Hamid Karzaï à de nouveau dénoncer les raids «meurtriers» de l'Isaf.*[apprecier les guillemets - RM]*

Le commandant en chef de l'Isaf, le général David Petraeus, a dû reconnaître mercredi l'entière responsabilité de ses troupes, assurant que si l'enquête révélait des fautes, elles seraient sanctionnées.

Et jeudi, le président des Etats-Unis Barack Obama, dont le pays fournit les deux tiers des troupes internationales déployées en Afghanistan, a exprimé ses «*profonds regrets*» à M. Karzaï.

Cette affaire intervient alors que l'«*afghanisation*» de la guerre contre la résistance est au programme de l'Isaf, M. Karzaï devant annoncer le 21 mars dans quels districts et à quelles dates l'armée afghane prendrait le relais des troupes étrangères en première ligne.

Un processus qui devrait en principe s'achever à la fin 2014 par la prise en main de l'ensemble du pays par les soldats et policiers afghans, les soldats étrangers n'assurant plus qu'un rôle de soutien et de conseil.

À son arrivée en fonction au printemps 2009, le général McChrystal avait insisté sur la nécessité d'éviter au maximum ce que l'on appelle dans le jargon militaire les «dommages collatéraux» afin de ne pas dresser la population afghane contre les troupes étrangères et de faciliter son ralliement au gouvernement de Kaboul.

À la lumière de son expérience précédente en Irak, il avait alors fixé des règles d'engagement, encadrées par la fameuse «directive tactique» sur les possibilités d'ouvrir le feu en cas d'accrochage avec la résistance, y compris en limitant le recours au soutien aérien ou à l'artillerie.

Lorsqu'il avait remplacé Stanley McChrystal à l'été 2010, David Petraeus avait émis une nouvelle directive, reprenant l'essentiel de la précédente tout en précisant la notion de légitime défense, pour que les jeunes officiers sur le terrain n'hésitent pas à appeler à l'aide.

Le 1er juillet, le général Petraeus avait proclamé que «réduire les pertes de civils innocents au niveau minimal» était bien «un impératif de la lutte contre l'insurrection».

Aujourd'hui, «si elles ont la possibilité de décrocher en toute sécurité» les troupes de l'Isaf «doivent opter pour une désescalade quand la présence de civils est certaine», a expliqué le lieutenant-colonel Dorrian.

Par rapport à 2009, a-t-il estimé, les pertes civiles causées par l'intervention d'avions et d'hélicoptères ont baissé en rythme en 2010 de 13% en dépit d'une hausse de 20% du nombre d'«opérations», liée elle-même à la forte augmentation du nombre de soldats engagés en Afghanistan.

On ne peut cependant «jamais garantir zéro victime sur un théâtre de guerre», a admis avec regret un autre haut responsable de l'Isaf, insistant sur le fait que les deux tiers des morts dans la population sont, selon la Mission de l'ONU en Afghanistan (UNAMA), le résultat des attaques des résistants.

De ?

AFP 6/3

3) Politique

a) Les collaborateurs afghans

Karzai

Hamid Karzaï demande l'arrêt des opérations de l'Otan.

Le président Hamid Karzaï a demandé hier à l'Alliance atlantique de cesser ses opérations militaires dans le pays, lors d'un discours dans la province de Kunar (est), où la force internationale est accusée d'avoir tué récemment plus de 70 civils. M. Karzaï y a rencontré près de 500 chefs de tribus, ainsi que des proches de civils tués par l'Otan. Le président afghan a suggéré que l'Otan concentre ses attaques sur les bases arrière des rebelle résistance à l'étranger, notamment au Pakistan voisin.

AP 12/3

Sur le terrain

16-03

Les autorités afghanes ont accusé mardi l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) d'avoir tué deux enfants lors d'un raid aérien sur la province de Kunar

<http://www.aufaitmaroc.com/actualites/monde/2011/3/15/deux-enfants-tues-par-lotan-dans-un-raid-en-afghanistan>

b) Les occupants

1) Usa

Occupation de l'Afghanistan

Les civils américains ne veulent plus de la guerre en Afghanistan.

Ce n'est pas encore le Vietnam, avec des centaines de milliers de manifestants dans la rue pour dénoncer la guerre, mais dans les sondages au moins les Américains se montrent de plus en plus opposés à l'engagement de leur pays en Afghanistan.

31% seulement considèrent que cette guerre valait la peine d'être menée,

64% répondent «pas la peine», indique un [sondage Washington Post-ABC](#) publié ce mardi. «Jamais sans doute le soutien (pour la guerre) n'avait été si bas» souligne le *Post*, qui mène ce sondage depuis 2007.

73% des Américains interrogés estiment aussi que les Etats-Unis devraient retirer leurs troupes de combat d'Afghanistan l'été prochain.

21% seulement souhaitent leur maintien.

Cette démobilisation de l'opinion américaine est comme un coup de poignard dans le dos pour Obama, qui a choisi l'escalade, en y envoyant encore 30 000 hommes supplémentaires en décembre 2009. Comme prévisible, ces renforts ont entraîné plus d'accrochages sur le terrain et plus de morts. En 2010, au moins 499 soldats Américains ont été tués en Afghanistan, le nombre le plus élevé depuis le début de cette guerre en 2001.

Barack Obama a bien sûr aussi promis d'engager le retrait américain d'Afghanistan, dès juillet prochain. Dans l'esprit de nombreux dirigeants américains, ce retrait ne devait être pourtant qu'un «début», largement symbolique, qui n'empêcherait pas le maintien pour plusieurs années encore, d'une forte présence américaine en Afghanistan. A l'évidence, les Américains attendent maintenant plus de leur président : un retrait rapide et substantiel... sans si possible que la situation ne dérape trop sur le terrain ou ne permette de nouveaux attentats aux Etats-Unis.

http://washington.blogs.liberation.fr/great_america/2011/03/les-am%C3%A9ricains-ne-veulent-plus-de-la-guerre-en-afghanistan.html

2) Otan-Isaf

Occupation de l'Afghanistan

L'Otan va transférer le contrôle de 4 villes et 3 provinces.

Le président Hamid Karzaï a lancé mardi le processus d'"afghanisation" de la sécurité du pays en annonçant que l'Otan allait transférer cette année aux forces afghanes le contrôle de trois provinces et quatre villes, un processus qui doit s'achever fin 2014.

Si ce transfert progressif est jugé crucial dans un pays dont la sécurité est aujourd'hui assurée en quasi-totalité par 140.000 soldats de l'Otan, cette première étape reste largement symbolique, les zones concernées étant considérées comme relativement sûres ou proches d'importantes bases de l'Otan.

L'Afghanistan prendra ainsi *"la pleine responsabilité de la sécurité"* de la province de la capitale, Kaboul, à l'exception du district de Surobi, et de Lashkar Gah, capitale de la province du Helmand (sud), a déclaré M. Karzaï à Kaboul, dans un discours.

Les forces afghanes vont également assurer la sécurité des provinces du Panchir (au nord de Kaboul) et de Bamiyan (centre) et de trois autres capitales provinciales, Herat (province de Herat, ouest), Mazar-i-Sharif (Balkh, nord) et Mehtarlam (Laghman, est).

Le peuple afghan *"ne veut plus que d'autres assurent la responsabilité de sa sécurité"*, a déclaré le chef de l'Etat, qui s'est récemment emporté contre l'Otan, accusée d'avoir tué plus de 70 civils ces dernières semaines dans l'est. *"Cette année marque un tournant dans le processus de construction du gouvernement et de pacification"*.

Les provinces de Bamiyan et du Panchir sont considérées comme les plus calmes du pays.

En dépit d'attentats réguliers dans la capitale, la province de Kaboul, où sont implantées plusieurs bases importantes de l'Otan, est considérée comme sécurisée, à l'exception du district de Surobi. Ce dernier restera donc sous l'autorité des forces française de l'Otan, également déployées dans la province voisine de Kapisa, où la résistance sont tout aussi actifs.

Le transfert aux forces afghanes de Lashkar Gah, capitale de la province du Helmand, un bastion résistant, relève plutôt également du symbole, car des milliers de soldats de l'Otan resteront déployés dans des bases proches.

Les troupes de la force internationale de l'Otan (Isaf), notamment américaines et britanniques, ont lancé ces dernières années plusieurs offensives pour déloger les insurgés du Helmand et de la province voisine de Kandahar.

Lashkar Gah et Mehtarlam sont les seules localités du sud ou de l'est, foyers d'origine de la rébellion, concernées par ce premier transfert.

"Ce sont de petites villes, ce n'est donc qu'un transfert symbolique", remarque l'analyste politique afghan Haroun Mir.

La résistance ont vu dans cette annonce de transfert un nouveau *"jeu des envahisseurs"*. *"Non seulement nous allons continuer d'attaquer ces localités, mais nous allons redoubler nos attaques"*, a déclaré à l'AFP un porte-parole des rebelles, Zabihullah Mujahid.

Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a souligné que ce premier transfert n'était que *"la prochaine étape"* sur le chemin de la stabilisation de l'Afghanistan, et non *"son but final"*.

L'Otan prévoit de transférer d'ici à la fin 2014 la responsabilité de la sécurité de l'ensemble du pays à l'armée et à la police afghane, que ses troupes sont en train de former.

En novembre, le International Crisis Group avait prévenu que les forces afghanes n'offraient *"qu'une piètre résistance aux résistants"* et qu'un retrait des troupes de combat de l'Otan à la fin 2014 risquait de précipiter le pays dans la guerre civile.

22/03

AFP

Les alliés

1 Onu

Le mandat de la Mission de l'ONU en Afghanistan prorogé d'un an.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé mardi de proroger jusqu'au 23 mars 2012 le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Aux termes de la résolution 1974 (2011) adoptée à l'unanimité de ses quinze membres, le Conseil de sécurité décide que la Mission et le représentant spécial du secrétaire général, guidés par l'idée de renforcer la souveraineté et l'appropriation, continueront à piloter les activités civiles internationales, conformément aux communiqués des Conférences de Londres et de Kaboul.

Dans ce contexte, la MANUA devra s'attacher, en particulier, à réaliser les objectifs prioritaires que sont l'accroissement de la cohérence de l'aide offerte par la communauté internationale en matière de développement et de gouvernance et le renforcement de la coopération avec la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et l'OTAN à l'appui de la transition vers un Afghanistan souverain.

Le Conseil de sécurité, qui réaffirme la nécessité d'assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et son adhésion aux mesures que le secrétaire général a déjà prises à cet égard, souligne qu'il importe de pouvoir compter sur une présence forte de la MANUA et des autres organismes, fonds et programmes de l'ONU dans les provinces. Par ailleurs, le Conseil de sécurité souligne le rôle que joue la MANUA pour faciliter le processus de paix et de réconciliation, y compris le Programme afghan de paix et de réintégration et note, dans ce contexte, que le gouvernement afghan accueillera à Kaboul, au printemps 2011, une conférence sur la réintégration.

Le Conseil de sécurité prie également le secrétaire général de procéder, en concertation avec le gouvernement afghan et les intervenants internationaux concernés, avant la fin 2011, à un examen approfondi des activités de la MANUA, notamment de son déploiement dans l'ensemble du pays, et ce afin que le Conseil puisse effectuer un examen « éclairé » de la Mission en mars 2012.

23/3 xinhua

Dans le monde

Allemagne

Berlin va renforcer l'Otan en Afghanistan plutôt qu'en Libye. (...)

Le gouvernement allemand d'Angela Merkel a annoncé mercredi qu'il était prêt à renforcer son soutien aux missions de surveillance aérienne de l'Otan en Afghanistan pour compenser son refus d'aider ses alliés en Libye.

Le conseil des ministres a approuvé une proposition visant à envoyer jusqu'à 300 militaires en Afghanistan pour prendre part aux missions Awacs -- une décision qui doit encore être approuvée par le parlement, probablement dès vendredi.

"C'est un signe politique de solidarité avec nos alliés de proposer maintenant des Awacs pour l'Afghanistan", a souligné le ministre de la Défense, Thomas de Maizière, dans un discours devant la chambre basse (Bundestag).

Ce renfort se fera sans toucher à la limite haute de 5.350 soldats prévue dans l'actuel mandat autorisant la présence militaire allemande en Afghanistan, a souligné le gouvernement allemand.

Cette condition devrait faciliter l'approbation du projet avec le soutien d'une partie de l'opposition et apaiser une opinion publique qui est de longue date majoritairement hostile à ce déploiement.

L'Allemagne est sous pression depuis qu'elle s'est abstenue lors du vote de la résolution qui ouvrait la voie aux frappes aériennes en Libye par le Conseil de sécurité de l'Onu, dans la nuit du 17 au 18 mars.

Elle avait également catégoriquement refusé de prendre quelque part que ce soit aux opérations militaires en Libye, craignant à la fois pour la vie de ses soldats et pour la vie des civils libyens.

Elle avait proposé, en échange, d'"alléger le travail de (ses) alliés" en Afghanistan, selon le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle, en participant à de nouvelles tâches.

Mais M. de Maizière a essayé d'atténuer l'impression de mauvaise conscience allemande en affirmant lors de son discours que "même indépendamment des développements en Libye, le déploiement d'Awacs en Afghanistan est juste et important".

Les avions-radars de l'Otan ont entamé leur mission en Afghanistan en janvier, mais l'Allemagne avait refusé à l'époque de s'y joindre, craignant notamment que cette nouvelle mission ne remette en cause le large soutien apporté par deux des trois partis d'opposition aux opérations déjà en cours dans ce pays.

L'Allemagne, par ailleurs, a décidé de suspendre mardi la participation de ses navires de guerre aux opérations de l'Otan en Méditerranée, afin de n'avoir pas à se joindre au contrôle de l'embargo sur les armes à destination de la Libye, a annoncé le ministère de la Défense.

"L'Otan a décidé un embargo sur les armes contre la Libye, qui a aussi des conséquences concrètes, pouvant se traduire notamment par un éventuel recours à des armes. L'Allemagne n'y participera pas", a indiqué un porte-parole du ministère de la Défense.

23 mars

AFP.

Nicolas Gros-Verheyde : L'Allemagne équilibre son intervention militaire en fonction de ses intérêts économiques.

La Bundeswehr ca va, ca vient...

Après la décision de l'OTAN de déclencher une opération de contrôle de l'embargo sur les armes au large de la Libye, le gouvernement allemand a annoncé sa décision de reprendre le commandement de deux frégates et deux navires de guerre avec 550 marins et militaires à bord, et de retirer ses soldats (environ 60-70) des Awacs de l'OTAN qui effectuent des missions de reconnaissance sur la Méditerranée.

La frégate « Hamburg » (env. 200 soldats) et le navire « Oker » (env. 80 soldats) engagés dans la mission anti-terrorisme « Active Endeavour », repassent ainsi sous le pavillon national tout comme la frégate « Lübeck » (env. 220 soldats) et le chasseur de mines « Datteln » (env. 40 soldats).

Mais cette décision n'est pas à sens unique. L'Allemagne a parallèlement décidé d'envoyer 300 soldats supplémentaires en Afghanistan pour participer à des vols de reconnaissance AWACS, ce jusqu'à fin janvier 2012. Ce qui permettra ainsi de soulager d'autant les Alliés, notamment américains, engagés au large de la Libye.

La mission allemande Awacs en Afghanistan

Pour permettre cet engagement supplémentaire en Afghanistan, la limite maximale d'engagement va être portée à 5300 soldats. Un maximum jamais atteint depuis le début de l'opération en 2001 (jusqu'ici la limite était fixée à 5000 plus une réserve de 350 soldats pour des "situations particulières", réserve qui n'a jamais été utilisée).

Le cabinet gouvernemental doit avaliser cette décision mercredi avant d'être soumise au Bundestag vendredi. Ce qui ne devrait pas poser de problème. La CDU-CSU et le SPD, les deux partis principaux de la majorité et de l'opposition ont dit oui.

La Gauche (Die Linke) et Les Verts ne sont pas d'accord.

Tandis le FDP, le parti de Westerwelle hésite encore.

Cette mission des Awacs de l'OTAN en Afghanistan avait été décidée en juillet 2009 mais en raison du manque d'autorisations de survol de l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, les machines de l'OTAN n'avaient pu être utilisées. Et le gouvernement n'avait pas renouvelé l'autorisation en décembre. Une nouvelle mission avait démarré en janvier, mais l'Allemagne avait reporté sa réponse après les 3 premiers mois.

Ainsi, si l'Allemagne se dégage de l'opération en Libye, c'est qu'elle vise à accentuer en Afrique son emprise économique, et pour ce faire, ne pas se mettre à dos les Etats de la région.

Par contre, elle renforce son dispositif en Afghanistan, pour soulager les Etats-Unis du fardeau militaire.

Nicolas Gros-Verheyde

Publié le 22 mars 2011

<http://canempechepasnicolas.over-blog.com/article-l-allemande-equilibre-son-intervention-militaire-en-fonction-de-ses-interets-economiques-70011982.html>

Canada

DÉCLARATION D'«ACTION URGENTE CANADA»

Montréal, le 21 mars 2011

Nous sommes un groupe de citoyennes/ens canadiennes/iens et d'autres origines préoccupées/és par les politiques de guerre et de domination du gouvernement canadien et par l'abandon des principes de paix, de justice sociale, de relations internationales basées sur l'égalité et le développement des peuples.

Tenant compte du fait que la majorité de la population du Canada s'oppose aux guerres, mais que les gouvernements canadiens successifs, libéraux et conservateurs, ne l'écoutent pas, nous exigeons IMMÉDIATEMENT UNE ACTION URGENTE DU PEUPLE DU CANADA. Nous lançons un appel aux citoyennes/ens et aux organisations démocratiques, syndicales, politiques, populaires de poser les gestes suivants :

Dénoncer et nous opposer à la «spirale guerrière et antidémocratique dans laquelle le Canada s'enfoncé de plus en plus» aux côtés des États-Unis au cours des nombreuses guerres déclenchées et menées conjointement avec le Canada, en violation du droit international et les droits de la personne :

Yougoslavie en 1999, Afghanistan en 2001, Irak en 2003, Liban en 2006, Gaza en 2009 et maintenant LIBYE en 2011.

Empêcher que notre argent, l'argent de millions de contribuables canadiens soit dilapidé dans des guerres qui n'accroissent que les profits du grand pouvoir économique d'une infime minorité de membres de la société. Cette spirale de guerre croissante coûtait, en 2009-2010, 58 millions de dollars par jour aux contribuables canadiens. Cet argent des fonds publics pourrait être investi dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la création d'emplois, de la lutte contre la pauvreté, de la protection de l'environnement, qui profiteraient à l'ensemble de la population canadienne et de la planète.

Nous opposer à toute intervention militaire, qu'on nous présente sous de faux arguments tels que la menace terroriste, l'aide aux crises humanitaires provoquées par les grandes puissances ou la défense des droits de la personne des peuples, violés par les envahisseurs eux-mêmes, mensonges qui sont tous très bien défendus par les médias alliés aux intérêts économiques et politiques des seigneurs de la guerre.

Nous défendons les principes suivants :

-1-Le droit des peuples et des nations à vivre en paix et à lutter contre le colonialisme, l'impérialisme, le néo-colonialisme, le racisme et le sionisme; la ségrégation et tout type d'agression contre eux;

-2-Le droit des peuples et des nations d'une région à s'unir pour combattre toute invasion et occupation de cette région par des puissances étrangères;

-3-Le droit des peuples et des nations à l'autodétermination et à la souveraineté. En effet, les guerres d'invasion et d'occupation, les guerres civiles et locales provoqués de l'extérieur, les déstabilisations contre des gouvernements qui représentent légitimement leur peuple, tel que des coups d'États ou des blocus organisés par des puissances étrangères aggravent la situation économique, politique et mondiale des peuples et des nations, intensifient les conflits, la pauvreté, la destruction de l'environnement et des structures économiques et sociales des pays, engendrent des crises humanitaires et ont de graves conséquences pour l'humanité, comme ce fut le cas des guerres menées au Vietnam, en Irak, en Palestine, en Afghanistan, dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et en Europe, qui peuvent étendre les conflits et entraîner une intervention de pays voisins et la participation de plusieurs puissances dans les conflits.

Nous nous basons, en partie, sur la Déclaration de l'organisation «Échec à la guerre» intitulée «Pour en finir avec la logique de guerre et de domination» endossée par 119 organisations et 165 personnes publiée la semaine dernière

Nous vous invitons (1) si vous voulez que votre nom soit ajouté à cette liste à communiquer avec nous; et (2) à diffuser cette déclaration POUR ENGENDRER UNE ACTION URGENTE FACE À CETTE SITUATION

Liste des signataires :

Les membres d'«Action urgente Canada»

France

Neuf militaires français tués le 18 août 2008 dans la vallée d'Uzbin: un juge veut enquêter.

Un juge d'instruction du Tribunal aux armées de Paris (TAP) a jugé recevable la plainte de familles de sept soldats français tués au combat en Afghanistan en août 2008, a-t-on appris vendredi de sources judiciaires confirmant une information parue dans "Le Parisien"

Cette information judiciaire est ouverte pour "violation manifeste d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence" et "mise en danger de la vie d'autrui", a expliqué à l'AP l'avocat des familles, Me Gilbert Collard.

Neuf militaires français ont été tués le 18 août 2008 dans la vallée d'Uzbin dans une embuscade avec la résistance, lors d'une opération de la force internationale (ISAF).

Le parquet du TAP s'était prononcé contre la recevabilité de cette plainte, estimant notamment qu'il "ne saurait être exigé que les mesures de précaution prises par le commandement assurent une sécurité absolue en situation de combat, où devoir donner la mort et risquer de la recevoir est précisément au coeur de la mission militaire".

Les familles des militaires considèrent que des négligences dans la chaîne de commandement et l'impréparation de l'opération ont conduit à ce drame. "On se bat depuis 2009", a rappelé Me Collard qui considère que cette décision du magistrat instructeur est "une première étape".

Une première plainte avait été classée sans suite. La seconde, avec constitution de partie civile, a été déposée en mars 2010.

Le parquet a cinq jours, à compter de mercredi, pour faire appel de la décision du juge d'instruction. Si tel était le cas, le litige serait alors tranché par la cour d'appel de Paris.

Il est "par essence infondé de soutenir qu'envoyer des hommes au combat dans une zone de conflit armé exposée et sensible pour l'accomplissement de leur mission militaire pourrait caractériser un acte de mise en danger de la vie d'autrui pénalement répréhensible, quelles qu'en soient les circonstances", avait souligné le parquet dans son analyse juridique.

Le TAP est compétent pour les crimes et délits commis par et contre des militaires français en opérations extérieures.

AP

25/3

Les voisins

Russie

Moscou condamne Washington pour son refus de fermer le camp de Guantanamo.

La Russie condamne les Etats-Unis qui refusent de fermer la prison spéciale de Guantanamo où des personnes soupçonnées de terrorisme international sont détenues sans jugement ni procès, indique un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères.

"Nous sommes pour le moins perplexes en apprenant que le président américain Barack Obama a récemment signé une ordonnance levant le moratoire sur l'activité des tribunaux militaires chargés d'examiner les dossiers des personnes soupçonnées de terrorisme et détenues dans la prison spéciale aménagée dans la base militaire américaine de Guantanamo. Rappelons qu'il s'agit d'un établissement tristement célèbre et qui fonctionne, de fait, hors des systèmes judiciaire et pénitentiaire des Etats-Unis", lit-on dans le communiqué de la diplomatie russe.

Le ministère a fait cette déclaration à l'occasion de la reprise des activités des tribunaux militaires américains chargés d'examiner les dossiers de ces personnes.

Moscou estime que la signature de l'ordonnance présidentielle va à l'encontre de la promesse de Barack Obama de fermer la prison spéciale de Guantanamo et "incite à mettre en doute la sincérité des déclarations de Washington sur son attachement aux standards démocratiques élevés".

Le rapport du Groupe de travail sur l'examen périodique universel (EPU) consacré aux audiences tenues par les tribunaux militaires américains en novembre 2010 sera examiné le 18 mars lors de la 16e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève.

15/03/2011

<http://fr.rian.ru/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19